

Sécurité de la vieillesse—Loi

Lorsque nous reviendrons, nous tiendrons promesse. La première chose que feront les députés de notre parti sera d'honorer leur engagement en donnant au pays une économie saine et productrice de richesses, afin de tenir notre promesse envers les personnes du troisième âge et celles qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

J'implore, monsieur le Président, je supplie les députés du parti libéral du Canada d'appuyer ma motion. Elle ne vise pas à défaire le gouvernement et à déclencher des élections, mais tout simplement à supprimer cette mesure législative pour que les personnes âgées touchent la pension à laquelle elles ont droit. Il est immoral d'imposer une taxe spéciale et injuste au groupe le plus démuné de la société canadienne. C'est on ne peut plus injuste.

C'est pourquoi, monsieur le Président, je tiens à proposer la motion suivante:

Que l'on modifie la motion en supprimant tous les termes qui suivent les mots «Que» et en les remplaçant par ce qui suit: «Que le bill C-131, tendant à modifier la loi n° 2 sur la sécurité de la vieillesse (n° 2), ne soit pas lu maintenant pour la troisième fois mais que la troisième lecture soit reportée de six mois.»

De grâce, agissons honorablement envers les personnes âgées de notre pays.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Blaker): Le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor (M. Lang) désire poser une question.

M. Lang: Monsieur le Président, le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes) a voulu nous démontrer que le programme des 6 et 5 p. 100 n'aura aucune incidence sur l'inflation. Depuis cinq ans, nous connaissons au Canada un nouveau phénomène, appelé la récession inflationniste. En période de récession, la demande globale n'augmente pas, comme semble le croire les disciples de Milton Friedman que compte le parti conservateur. Il s'agit manifestement d'une inflation par les coûts.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Quelle est votre question?

M. Lang: Monsieur le Président, l'opposition conservatrice a demandé au gouvernement de faire preuve d'austérité et d'adopter des mesures en vue de faire diminuer l'inflation. Quelles mesures le député nous suggère-t-il de prendre pour mettre un terme à l'inflation par les coûts et atténuer les facteurs inflationnistes en cause?

M. Mazankowski: Cessez d'acheter des stations-service.

M. Hawkes: J'entends quelqu'un de notre côté proposer de cesser d'acheter des stations-service, ce qui est effectivement un bon début. Notre parti s'est prononcé en faveur du principe général des 6 et 5 p. 100. Ce programme était insuffisant et il venait trop tard; nous savions que ses divers éléments ne porteraient pas tous leurs fruits, mais nous l'avons appuyé principalement parce qu'il visait à diminuer le traitement des députés. Le NPD n'était pas d'accord, mais c'est la raison pour laquelle nous nous sommes prononcés en faveur de cette mesure.

M. Keeper: Vous méritez en effet une diminution de traitement.

M. Hawkes: Toutefois, cet aspect précis du programme des 6 et 5 p. 100 nous permettra d'économiser, pour reprendre les termes du ministre, 18 millions de dollars en prélevant une taxe spéciale. Il est absolument aberrant de croire que les 18

millions ainsi économisés auront une incidence quelconque sur l'inflation.

• (1150)

S'il consulte un économiste, le député apprendra, je pense, que si l'on donne de l'argent aux gens les plus pauvres, ils ne l'économisent pas mais le dépensent. Ce faisant, ils créent des emplois. Nous devrions peut-être prélever de l'argent aux épargnants et le donner à ceux qui le dépensent, si nous voulons être utiles à notre 1.5 million de chômeurs, si nous nous préoccupons des personnes du troisième âge et de l'apport qu'elles ont déjà fait au pays.

M. Lang: Monsieur le Président, le député n'a pas répondu à ma question. Il ne sait manifestement pas comment faire face aux facteurs inflationnistes. Il sait que ce sont les demandes exagérées qui, à l'heure actuelle, malgré la récession, continuent à attiser l'inflation. Il sait que le programme des 6 et 5 p. 100 réussit à diminuer l'inflation et il n'a rien d'autre à proposer.

Je répète ma question et demande de nouveau au député quelles mesures précises il propose pour atténuer les facteurs inflationnistes. Il ne s'agit pas des 18 millions de dollars, et le député le sait. Il faut réduire les revenus et demander aux gens d'être moins exigeants pour stabiliser notre économie et la rendre propice aux investissements et aux emplois. L'argent économisé est alloué à la création d'emplois. Que propose-t-il de faire pour atténuer la psychose inflationniste?

M. Hawkes: Monsieur le Président, nous avons prévu entre autres d'augmenter le gallon d'essence de 18c. et il a déjà augmenté de plus de \$1 à cause de l'inflation. J'attire l'attention du député sur l'ensemble du programme économique proposé en décembre 1979. Les députés libéraux se sont prononcés contre ce plan, sans même l'avoir lu. Notre plan comportait plusieurs volets. On l'a considéré comme le budget le plus juste pour les pauvres jamais présenté pendant les années 70. Ce budget visait à restreindre le déficit fédéral et donc à ralentir l'inflation. En même temps, il aurait stimulé la création d'emplois et donné un nouvel élan à l'économie en créant 40,000 nouveaux emplois par mois. Voilà ce que prévoyait notre plan économique. Je suis convaincu que le député ne l'a pas lu ou qu'il ne l'a jamais compris. Pourtant, il a fait beaucoup de mal au pays en décidant de le rejeter. Voilà le genre de planification et de politique que mon parti a proposé et qu'il adoptera lorsqu'il formera la majorité à la Chambre, après les prochaines élections fédérales.

Le président suppléant (M. Blaker): La présidence donnera avec plaisir la parole au député de Winnipeg-St. James (M. Keeper), maintenant qu'il a rejoint sa place.

M. Lang: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je ne voudrais pas que le député induise la Chambre en erreur. Lorsqu'on parle d'une chose, il est important de connaître tous les faits. Je n'étais pas député à l'époque et je n'ai donc pas pu me prononcer contre le budget du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). J'aurais cependant été ravi de le faire parce qu'il s'agissait d'un budget inflationniste qui prévoyait 3 milliards de dollars...